

Union internationale des télécommunications

UIT-T

SECTEUR DE LA NORMALISATION
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
DE L'UIT

ASSEMBLÉE MONDIALE DE NORMALISATION DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS
Johannesburg, 21-30 octobre 2008

Résolution 43 – Travaux préparatoires régionaux pour les Assemblées mondiales de normalisation des télécommunications

AVANT-PROPOS

L'UIT (Union internationale des télécommunications) est une institution spécialisée des Nations Unies dans le domaine des télécommunications. L'UIT-T (Secteur de la normalisation des télécommunications) est un organe permanent de l'UIT. Il est chargé de l'étude des questions techniques, d'exploitation et de tarification, et émet à ce sujet des Recommandations en vue de la normalisation des télécommunications à l'échelle mondiale.

L'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT), qui se réunit tous les quatre ans, détermine les thèmes d'étude à traiter par les Commissions d'études de l'UIT-T, lesquelles élaborent en retour des Recommandations sur ces thèmes.

© UIT 2009

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, par quelque procédé que ce soit, sans l'accord écrit préalable de l'UIT.

RÉSOLUTION 43

Travaux préparatoires régionaux pour les Assemblées mondiales de normalisation des télécommunications

(Florianópolis, 2004; Johannesburg, 2008)

L'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (Johannesburg, 2008),

considérant

- a) que de nombreuses organisations régionales de télécommunication ont coordonné leurs travaux préparatoires pour la présente Assemblée ainsi que pour les précédentes;
- b) que bon nombre de propositions communes ont été soumises à la présente Assemblée et aux précédentes par des administrations ayant participé aux travaux préparatoires des organisations régionales de télécommunication;
- c) qu'une telle synthèse des points de vue au niveau régional, ainsi que la possibilité d'avoir des discussions interrégionales avant l'Assemblée, ont facilité l'obtention d'un consensus pendant l'Assemblée;
- d) que la charge des travaux préparatoires des assemblées futures s'alourdira probablement;
- e) que les Etats Membres ont donc tout intérêt à coordonner les travaux préparatoires au niveau régional;
- f) qu'une plus grande efficacité de la coordination régionale et une interaction au niveau interrégional avant les futures assemblées contribueront à en garantir le succès;
- g) que certaines organisations régionales n'ont pas les ressources nécessaires pour bien organiser ces travaux préparatoires et y participer;
- h) qu'une coordination générale des consultations interrégionales est nécessaire,

reconnaissant

- a) les avantages de la coordination régionale, comme on a déjà pu le constater pendant la préparation des conférences de plénipotentiaires, des conférences mondiales des radiocommunications et des conférences mondiales de développement des télécommunications;
- b) que les réunions préparatoires régionales en vue de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT) ont permis d'identifier et de coordonner les positions des pays de la région sur des questions considérées comme particulièrement intéressantes pour chaque région, et d'élaborer des propositions communes au niveau régional destinées aux AMNT,

tenant compte

des avantages que les AMNT ont tirés, en termes d'efficacité, d'une préparation préalable plus poussée par les Etats Membres,

notant

- a) que de nombreuses organisations régionales de télécommunication ont fait état de la nécessité pour l'Union de coopérer plus étroitement avec elles;

b) qu'en conséquence, la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998) a décidé que l'Union devrait nouer des relations plus étroites avec les organisations régionales de télécommunication, comme cela est souligné dans le premier objectif du Plan stratégique de l'UIT pour la période 2008-2011,

notant en outre

que les relations entre les bureaux régionaux de l'UIT et les organisations régionales de télécommunication se sont révélées très fructueuses,

décide de charger le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

de continuer d'organiser, dans les limites financières fixées par la Conférence de plénipotentiaires, une réunion préparatoire régionale par région, à une date aussi rapprochée que possible de la prochaine AMNT, suivie d'une réunion informelle des présidents et vice-présidents des réunions préparatoires régionales et des autres parties intéressées, qui devront se tenir moins de six mois avant l'AMNT,

invite le Secrétaire général, en coopération avec les Directeurs des Bureaux des trois Secteurs

1 de consulter les Etats Membres et les organisations régionales et sous-régionales de télécommunication sur les moyens à même de les aider dans leurs préparatifs pour les futures AMNT, ainsi que dans l'organisation d'un "Forum sur la réduction de l'écart en matière de normalisation" dans chaque région pour considérer les principaux problèmes intéressant les pays en développement¹ que traitera la prochaine AMNT;

2 sur la base de ces consultations, d'aider les Etats Membres et les organisations régionales et sous-régionales de télécommunication dans les domaines tels que:

- i) l'organisation de réunions préparatoires informelles régionales et interrégionales, et de réunions préparatoires formelles régionales si une région le demande;
- ii) l'identification des grandes questions à résoudre à la prochaine AMNT;
- iii) la mise au point de méthodes de coordination;
- iv) l'organisation de séances d'information sur les travaux prévus de l'AMNT;

3 de soumettre au Conseil de l'UIT, au plus tard à sa session de 2009, un rapport sur les réactions des Etats Membres concernant les réunions régionales de préparation des AMNT, leurs résultats et l'application de la présente Résolution,

invite les Etats Membres

à participer activement à la mise en œuvre de la présente Résolution,

invite les organisations régionales et sous-régionales de télécommunication

1 à participer à la coordination et à l'harmonisation des contributions de leurs Etats Membres respectifs afin d'élaborer si possible des propositions communes;

2 à convoquer, si possible, des réunions interrégionales informelles en vue de parvenir à des propositions communes au niveau interrégional.

¹ Les pays en développement comprennent aussi les pays les moins avancés, les petits Etats insulaires en développement et les pays dont l'économie est en transition.